Initiative Coeur de la Conservation du FEM

FAQ basée sur les questions soulevées sur l'appel à manifestations d'intérêt relatif au volet 1

Ce document fournit des réponses aux questions soulevées lors des réunions présentiels (l'atelier de Rome en février 2025 et un événement parallèle à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones en avril 2025) et des webinaires d'information organisés en mars sur l'Initiative Coeur de la Conservation du FEM (HCI). La dernière série de webinaires a eu lieu les 5, 9 et 11 juin 2025 en anglais, français, espagnol et portugais pour fournir des informations sur l'appel à manifestations d'intérêt pour les partenaires du volet 1. Pour plus d'informations sur la HCI, veuillez consulter la page du projet (<https://www.worldwildlife.org/projects/heart-of-conservation-initiative>) et l'appel à manifestations d'intérêt (<https://www.worldwildlife.org/pages/wwf-gef-expressions-of-interest>).

A. ÉLIGIBILITÉ

1. Quel est l'objectif principal du volet 1 de l'initiative « Heart of Conservation » (HCI) ?

Un nombre croissant d'institutions, d'organisations, de réseaux et de mécanismes de financement dirigés par des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales gèrent, distribuent et versent des fonds aux communautés, membres et partenaires affiliés. Ces organisations sont en mesure de soutenir les communautés, les membres et les partenaires selon des modalités adaptées à leurs réalités locales. Dans l'ensemble, elles jouent un rôle important en permettant que des niveaux accrus de financement atteignent les Peuples Autochtones et les communautés locales de manière appropriée au niveau local. Le volet 1 de la HCI est conçu pour établir des partenariats avec un nombre limité d'organisations de ce type afin de leur permettre d'aider les communautés, les membres et les partenaires affiliés à améliorer la gestion des terres, des territoires et des ressources et à fournir des avantages environnementaux mondiaux.

2. Quels sont les critères d'éligibilité des partenaires du volet 1 ?

L'appel à manifestations d'intérêt est ouvert aux organisations qui répondent aux critères d'éligibilité suivants :

- a. Les organisations candidates sont soit
 - Des institutions représentatives des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales ;

- Des organisations, des réseaux ou des mécanismes de financement créés par les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales pour promouvoir leurs droits et leur bien-être ;
 - Un consortium composé de l'un ou l'autre des types d'organisations susmentionnés.
- b. Les organisations candidates doivent être enregistrées et opérer dans un ou plusieurs pays éligibles au FEM.
 - c. Les organisations candidates doivent avoir mis en place des mécanismes de consultation et de responsabilité avec les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales qu'elles représentent ou servent.
 - d. Les organisations candidates doivent avoir des capacités institutionnelles démontrables (y compris des capacités administratives, financières, de gestion de projet et de suivi) et une expérience de la gestion efficace de projets complexes, de subventions et de risques.
 - e. Les organisations candidates doivent disposer d'une capacité institutionnelle adéquate et d'une expérience dans la gestion, la distribution et/ou le versement de fonds aux membres, aux communautés ou aux partenaires travaillant sur le terrain.
 - f. Les organisations candidates doivent avoir une expérience avérée dans le soutien ou la mise en œuvre de projets sur le terrain déterminés par les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales.
 - g. Les organisations candidates doivent avoir une stratégie ou une approche éprouvée pour assurer l'inclusion et le leadership des femmes et des jeunes dans leur travail.

3. Qui sont les « Peuples Autochtones » et les « communautés locales » ?

Les critères d'identification des Peuples Autochtones sont inscrits dans la convention n° 169 de l'OIT, article 1. La convention établit que les Peuples Autochtones sont :

- Les peuples qui descendent des populations qui habitaient le pays, ou une région géographique à laquelle le pays appartient, au moment de la conquête ou de la colonisation ou de l'établissement des frontières actuelles de l'État et qui, quel que soit leur statut juridique, conservent toutes leurs propres institutions sociales, économiques, culturelles et politiques ou une partie de celles-ci.
- En outre, l'auto-identification en tant qu'autochtone est un critère fondamental.

Conformément à l'article 8(j) de la Convention sur la diversité biologique, les communautés locales considérées dans le cadre de la HCI sont celles qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

4. Un fonds autochtone d'un pays éligible au FEM peut-il se porter candidat ?

Oui, nous encourageons tout particulièrement les fonds dirigés par des Autochtones à se porter candidats. Les candidats éligibles sont :

- Des institutions représentatives des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales ;
- Des organisations, des réseaux ou des mécanismes de financement mis en place par les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales pour promouvoir leurs droits et leur bien-être ; ou
- Un consortium composé de l'un ou l'autre des types d'organisations susmentionnés.

Le fait que l'organisation soit établie pour gérer, distribuer et décaisser des fonds en fait un candidat solide.

5. Si une ONG dirigée par des Autochtones, travaillant avec des communautés autochtones et enregistrée dans un pays éligible au FEM est éligible, mais qu'elle n'est pas une institution représentative d'une communauté particulière, cette organisation est-elle éligible ?

Oui, une telle organisation sera considérée comme une organisation créée par les Peuples Autochtones pour promouvoir leurs droits et leur bien-être, et sera donc éligible, conformément aux critères établis. Comme indiqué ci-dessus, une organisation est éligible si elle est :

- Une institution représentative des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales ;
- Une organisation, un réseau ou un mécanisme de financement mis en place par les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales pour promouvoir leurs droits et leur bien-être ; ou
- Un consortium composé de l'un ou l'autre des types d'organisations susmentionnés.

6. Une organisation communautaire dirigée localement qui travaille avec un petit nombre de communautés peut-elle poser sa candidature ?

Une organisation dirigée localement est éligible si elle vise spécifiquement à représenter ou à servir les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales. Toutefois, le volet 1 s'adresse spécifiquement aux grandes organisations qui ont développé, ou souhaitent développer, leur capacité à gérer, distribuer et déboursier des fonds à une série d'autres communautés, d'organisations communautaires et/ou de membres afin de fournir des avantages environnementaux globaux.

7. Les ONG internationales qui travaillent directement avec les Peuples Autochtones et les communautés locales peuvent-elles poser leur candidature ? Les organisations à but non lucratif enregistrées qui travaillent avec les communautés locales ou les organisations de la société civile (OSC) de base peuvent-elles bénéficier de ce financement ? Si l'un des membres de leur personnel est Autochtone, cela les rend-il éligibles ?

Non. Les seuls candidats éligibles sont :

- Les institutions représentatives des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales ;
- Les organisations, les réseaux ou les mécanismes de financement mis en place par les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales pour promouvoir leurs droits et leur bien-être ; ou
- Tout consortium composé de l'un ou l'autre des types d'organisations susmentionnés.

Le fait d'avoir un membre du personnel autochtone ne rend pas d'autres types d'organisations éligibles à la HCI. De même, les ONG, les organisations à but non lucratif et les ONG internationales, même si elles travaillent directement avec les Peuples Autochtones et les communautés locales, ne sont pas éligibles.

8. Un programme national du Programme de microfinancements (PMF) du FEM peut-il prétendre à la HCI ?

Non. Les seuls candidats éligibles sont :

- Les institutions représentatives des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales
- Les organisations, les réseaux ou les mécanismes de financement mis en place par les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales pour promouvoir leurs droits et leur bien-être ; ou
- Tout consortium composé de l'un ou l'autre des types d'organisations susmentionnés.

9. Les personnes morales qui gèrent des parcs nationaux dans lesquels vivent des communautés autochtones peuvent-elles poser leur candidature ?

Les seuls candidats éligibles sont les institutions, les organisations, les réseaux ou les mécanismes de financement des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales. Par conséquent, une autorité de parc national en tant que telle n'est pas un candidat éligible.

10. Tous les membres d'un consortium candidat doivent-ils remplir toutes les conditions d'éligibilité ?

Oui, chacun des membres d'un consortium doit être soit :

- Une institution représentative des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales ; ou
- Une organisation, un réseau ou un mécanisme de financement créé par les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales pour promouvoir leurs droits et leur bien-être.

11. Y a-t-il une limite au nombre d'organisations dans un consortium ?

Non, il n'y a pas de limite au nombre d'organisations qui se présentent en tant que consortium, tant que chacun de ces membres se trouve dans des pays éligibles au FEM.

12. Deux organisations ou plus qui soutiennent des associations de communautés autochtones ou locales — mais qui ne sont pas elles-mêmes des organisations dirigées par des communautés autochtones ou locales — peuvent-elles soumettre une proposition en tant que consortium ?

Non. Chacun des membres d'un consortium doit être soit :

- Une institution représentative des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales ; ou
- Une organisation, un réseau ou un mécanisme de financement créé par les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales pour promouvoir leurs droits et leur bien-être.

13. Si un groupe ou des organisations décident de poser leur candidature en tant que consortium, comment doivent-ils remplir le formulaire de manifestation d'intérêt, lequel ne demande des informations que sur une seule organisation (questions 1 à 5) ?

Lorsque vous remplissez le formulaire de manifestation d'intérêt pour un consortium, veuillez fournir des informations sur le candidat principal du consortium (l'organisation qui sera le titulaire du contrat) en réponse aux questions 1 à 5, et des informations sur les autres membres du consortium à la question 6 (noms, pays d'enregistrement, etc.).

B. PARRAINS FISCAUX

14. Une organisation peut-elle présenter une demande avec un parrain fiscal et, dans ce cas, qui doit démontrer son éligibilité, le demandeur ou le parrain fiscal ? Le candidat et le parrain fiscal doivent-ils tous deux être enregistrés dans un pays éligible au FEM ?

Une organisation peut déposer une demande avec un parrain fiscal. C'est le demandeur et non le parrain fiscal qui doit remplir les conditions d'éligibilité. Le demandeur doit être enregistré dans un pays éligible au FEM, mais le parrain fiscal n'a pas besoin d'être enregistré dans un pays éligible au FEM.

15. Le parrain fiscal peut-il être un demandeur principal ?

Non. Les seuls candidats éligibles sont :

- o Les institutions représentatives des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales ;
- o les organisations, les réseaux ou les mécanismes de financement créés par les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales pour promouvoir leurs droits et leur bien-être ;
- o Un consortium composé de l'un des types d'organisations ci-dessus.

16. Est-ce le demandeur ou le parrain fiscal qui doit démontrer ses capacités institutionnelles (administratives, financières, de gestion et de suivi de projet) et son expérience en matière de gestion efficace de projets complexes, de subventions et de risques ?

C'est le candidat qui doit démontrer ses capacités institutionnelles et son expérience en matière de gestion efficace de projets complexes, de subventions et de risques. Il peut travailler avec un parrain fiscal, mais c'est toujours le candidat qui est le partenaire d'exécution.

17. Le parrain fiscal doit-il être une Organisation de Peuples Autochtones (OPA) ? Une ONG peut-elle être un parrain fiscal ?

Le parrain fiscal n'a pas besoin d'être une Organisation de Peuples Autochtones ou de communautés locales. Il peut s'agir d'une OPA, d'une ONG ou d'une ONG internationale.

18. Si un demandeur travaille avec un parrain fiscal, est-ce ce dernier qui doit remplir le formulaire de demande d'information et fournir les informations sur le nom de l'organisation, le pays et l'année d'enregistrement, le site web, la personne de contact et l'expérience ?

Non. Le formulaire de demande d'information doit être rempli par le demandeur, c'est-à-dire le fonds ou l'organisation des Peuples Autochtones et/ou de la communauté locale, conformément aux critères d'éligibilité établis. Si le demandeur travaille avec un parrain fiscal, il doit inclure des informations sur cet arrangement ainsi que les informations sur le parrain fiscal dans sa réponse à la **question 10** de la manifestation d'intérêt, concernant le budget total de l'organisation pour les trois dernières années.

Si un partenaire sélectionné choisit de travailler avec un parrain fiscal, il doit être clairement indiqué dans les accords contractuels entre le partenaire sélectionné et le WWF que le financement est destiné à soutenir le candidat et que la décision concernant le parrainage fiscal est prise par le candidat, dans l'exercice de son droit à l'autodétermination.

19. Une institution officielle/gouvernementale peut-elle parrainer fiscalement des projets communautaires dans un domaine spécifique ?

Un tel arrangement ne peut être envisagé que si un candidat éligible (Peuple Autochtone et/ou communauté locale) demande à une telle institution officielle/gouvernementale d'être le bailleur de fonds de son projet sur le terrain.

C. AUTRES PROJETS DU FEM ET BUDGET

20. Une organisation qui reçoit un financement au titre de l'Initiative pour une conservation inclusive (ICI) du FEM-7 peut-elle demander à devenir un partenaire du volet 1 de la HCI du FEM ?

Oui, mais le travail qui constitue l'objet de la demande doit s'ajouter au travail de l'ICI. De plus, lors de la sélection des partenaires, la HCI cherchera à diversifier les zones géographiques et les écosystèmes dans le portefeuille de sous-projets de la HCI.

21. Une organisation approuvée pour recevoir d'autres financements du FEM 8 peut-elle demander à bénéficier de la HCI ?

Oui, les organisations qui ont d'autres sources de financement, y compris du FEM 8, peuvent toujours demander à bénéficier de la HCI. Cependant, il ne doit pas y avoir de double financement ou de duplication d'activités déjà financées, ni de double comptage du cofinancement ou des hectares déclarés.

22. Les candidats doivent-ils disposer d'un budget annuel minimum pour pouvoir déposer une demande ?

Non, il n'y a pas de budget annuel minimum requis pour que les demandeurs soient éligibles. Mais ils doivent au moins répondre aux critères suivants :

- Les organisations candidates doivent avoir des capacités institutionnelles démontrables (y compris des capacités administratives, financières, de gestion de projet et de suivi) et une expérience de la gestion efficace de projets complexes, de subventions et de risques.
- Les organisations candidates doivent disposer d'une capacité institutionnelle adéquate et d'une expérience dans la gestion, la distribution et/ou le versement de fonds aux membres, aux communautés ou aux partenaires travaillant sur le terrain.
- Les organisations candidates doivent avoir une expérience avérée dans le soutien ou la mise en œuvre de projets sur le terrain déterminés par les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales.
- Les organisations candidates doivent avoir une stratégie ou une approche éprouvée pour assurer l'inclusion et le leadership des femmes et des jeunes dans leur travail.

Cependant, la HCI a été conçue pour aller au-delà de ce qu'offrent le Programme de petites subventions du FEM et d'autres organismes et elle offrira des subventions d'au moins 1 million de dollars sur une période de quatre ans.

23. Quel est le rapport souhaité entre les coûts opérationnels du candidat et le budget destiné aux communautés sur le terrain ?

Il n'y a pas de ratio recommandé entre les coûts opérationnels du demandeur et le budget alloué aux communautés sur le terrain. L'orientation générale est qu'une « proportion

significative » du budget doit parvenir aux communautés sur le terrain, mais la proportion adéquate dépendra du contexte.

24. Les « sous-subsidations aux communautés » peuvent-elles constituer une catégorie/un poste du budget ?

Oui, la sous-attribution ou le versement de fonds aux communautés et/ou aux membres est une activité pertinente et souhaitable dans le cadre du projet ; elle doit être reflétée en tant que catégorie dans le budget avec une description dans le formulaire de manifestation d'intérêt.

D. ÉVALUATION DE LA PROPOSITION DE PROJET

25. Quels sont les critères d'évaluation des projets ?

Les critères d'évaluation sont basés sur les critères de sélection susmentionnés pour les propositions de projets sur le terrain et une note maximale est accordée à chaque critère. Voici un aperçu des critères d'évaluation qui serviront de guide aux experts techniques pour examiner, évaluer et classer les propositions.

Critères de sélection	Score maximum
La proposition a un objectif clair et des résultats réalisables en vue de produire des effets bénéfiques pour l'environnement mondial dans un ou des pays qui remplissent les conditions requises par le FEM.	15 points
La proposition veillera à ce qu'une part importante des fonds soit distribuée aux membres, aux communautés ou aux partenaires travaillant sur le terrain, en fonction de priorités déterminées par eux-mêmes en matière de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité.	20 points
La proposition comporte une stratégie claire visant à améliorer la gestion des terres, des territoires et des ressources par les Peuples Autochtones et/ou les communautés locales.	15 points
La proposition comprend des actions visant à garantir l'inclusion des femmes et des jeunes à tous les niveaux d'activité.	10 points
La proposition présente une stratégie claire pour impliquer d'autres détenteurs de droits et parties prenantes concernés afin de maximiser l'impact et la durabilité des résultats.	10 points

La proposition améliorera la visibilité et la reconnaissance des contributions des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité d'importance mondiale.	10 points
Les partenaires indiqueront le nombre de bénéficiaires directs (ventilés par sexe).	10 points
Les partenaires rendront compte d'au moins un autre indicateur de base du FEM.	10 points
Total (note maximale possible)	100 points

26. Quels sont les indicateurs de base du FEM pour les projets ?

Tous les projets financés par le FEM rendent compte des indicateurs de base du FEM, qui sont des indicateurs standard utilisés par le Secrétariat du FEM pour comprendre les performances et les résultats de son portefeuille. Tous les sous-projets doivent indiquer le nombre de bénéficiaires directs, ventilés par sexe. En outre, les organismes bénéficiaires devront rendre compte d'un ou de plusieurs des indicateurs ci-dessous, en fonction de ce qui est le plus pertinent pour le projet.

- Zones terrestres protégées dont l'efficacité de gestion a été améliorée (nombre d'ha)
- Zones marines protégées dont l'efficacité de la gestion a été améliorée (nombre d'ha)
- Superficie des forêts et des terres forestières en cours de restauration (nombre d'ha)
- Superficie des zones humides (y compris les estuaires et les mangroves) en cours de restauration (nombre d'ha)
- AMECZ (Autres mesures efficaces de conservation par zone) terrestres soutenues (nom et nombre d'ha)
- AMECZ marines soutenues (nom et nombre d'ha)

La plupart des projets du FEM ne rendent compte que de quelques-uns des indicateurs de base ci-dessus et parfois d'un seul. Les candidats sont encouragés à sélectionner les indicateurs qui, selon eux, décrivent le mieux les activités prévues, tout en ne comptant chaque hectare qu'une seule fois. S'ils sont sélectionnés, les candidats travailleront avec l'équipe du WWF pour garantir l'alignement sur les définitions du FEM.

En raison des activités sur le terrain indiquées en hectares, certains projets peuvent également indiquer que les émissions de gaz à effet de serre ont été atténuées (indicateur de base 6).

On trouvera des conseils supplémentaires dans le document suivant : https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2022-09/Results_Framework_Guidelines_2022_06_30.pdf

27. Comment les projets sont-ils évalués lorsqu'ils obtiennent de bons résultats pour un critère important (par exemple, la distribution des fonds), mais de faibles résultats pour un autre critère (par exemple, l'inclusion des femmes et des jeunes) ?

L'évaluation technique de toutes les manifestations d'intérêt éligibles comprend la notation des critères individuels et le calcul d'une note globale pour chaque manifestation d'intérêt. Il est prévu que les 50 manifestations d'intérêt les mieux classées fassent l'objet d'une analyse technique plus détaillée par une équipe d'experts et que les 30 manifestations d'intérêt les mieux classées soient communiquées au comité directeur intérimaire pour la prise de décision finale, en tenant compte de l'équilibre régional et de l'équilibre des écosystèmes.

28. Des lettres de non-objection sont-elles requises de la part des gouvernements de chacun des pays dans lesquels les candidats sont basés, ou dans lesquels des activités seront réalisées ?

Des lettres de non-objection seront exigées de la part des gouvernements des pays où les candidats sélectionnés sont établis, mais pas de chacun des gouvernements où des activités auront lieu (dans le cas de projets multipays).

29. Un projet multipays peut-il être soumis ?

Oui.

30. Le secteur privé peut-il être inclus dans la proposition, compte tenu de son impact significatif sur l'écosystème et de la nécessité de l'impliquer pour obtenir des résultats efficaces ?

Oui, l'un des critères d'évaluation est le suivant : « La proposition présente une stratégie claire pour impliquer d'autres détenteurs de droits et parties prenantes concernés afin de maximiser l'impact et la durabilité des résultats. » Les partenaires du secteur privé peuvent absolument être inclus si le candidat souhaite travailler avec eux.

31. Les idées de projets doivent-elles être planifiées pour couvrir l'ensemble de la période 2026-2030, comme indiqué dans les documents d'information, ou serait-il acceptable de proposer des initiatives plus courtes, par exemple des projets d'une durée de deux ans ?

L'un des principaux critères d'évaluation est la contribution du demandeur aux avantages environnementaux mondiaux, dont la réalisation nécessite souvent une période plus longue.

Toutefois, si le candidat prévoit d'accorder des sous-subsidations et qu'il est approprié d'accorder des subventions pour des périodes plus courtes que 5 ans, cela est acceptable.

E. QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES

32. La manifestation d'intérêt doit-elle comporter un maximum de 10 pages, annexes comprises ?

Oui, la demande d'information doit comporter un maximum de 10 pages, y compris toutes les annexes. Les partenaires sélectionnés développeront par la suite un plan de sous-projet complet.

33. Existe-t-il des exigences documentaires supplémentaires, telles que des certificats d'enregistrement, des états financiers vérifiés et autres, qui seront exigées au cours de la phase de manifestation d'intérêt ?

Non, il n'y a pas d'exigences supplémentaires pour la soumission de documents à ce stade. Les candidats doivent répondre à toutes les questions dans le formulaire de manifestation d'intérêt, en respectant la limite de 10 pages. Les candidats sélectionnés seront invités à soumettre des documents supplémentaires à un stade ultérieur.

34. Quels sont le fuseau horaire et l'heure de la date limite du 30 juin ?

Tant que la manifestation d'intérêt est soumise le 30 juin, il n'y a pas de délai spécifique à prendre en compte.

35. Les candidats doivent-ils présenter une lettre de non-objection à l'étape de manifestation d'intérêt ?

Non. Il n'est pas nécessaire de joindre une lettre de non-objection à la soumission de la manifestation d'intérêt. L'équipe de la HCI travaillera avec les projets sélectionnés pour obtenir les documents nécessaires.

36. Le financement du volet 2 sera-t-il limité aux partenaires du volet 1 ?

Le volet 2 de la HCI comporte deux éléments principaux : l'un vise à aider les partenaires du volet 1 à répondre aux besoins de renforcement des capacités qu'ils ont eux-mêmes identifiés, et l'autre vise à offrir des possibilités de formation et d'autres ressources pour le renforcement collectif des organisations et des réseaux des Peuples Autochtones et des communautés locales.

37. Quelle est la période de mise en œuvre des projets sur le terrain dans le cadre du volet 1 ?

Les projets sur le terrain ont la même période de mise en œuvre que l'ensemble de la HCI — de 2026 à 2030.

38. Les activités suivantes seraient-elles considérées comme éligibles pour améliorer la visibilité des contributions des Peuples Autochtones à la conservation de la biodiversité : campagnes, production de matériel audiovisuel, médias communautaires, participation à des événements internationaux ?

Oui, toutes les activités de ce type sont éligibles, à condition qu'elles fassent partie d'un ensemble plus large d'activités qui apportent des bénéfices environnementaux globaux.